

Jean-Yves Le Drian, est arrivé ce matin à Kaboul en Afghanistan pour une visite de 24 heures aux forces françaises et aux autorités civiles afghanes. A l'occasion de son cinquième déplacement sur ce théâtre depuis mai 2012, le ministre de la Défense rencontrera les 850 militaires français actuellement présents dans la capitale afghane et saluera leur engagement.



29 mai 2013 sur le camp de Warehouse : Cérémonie de dissolution du bataillon logistique de la force Pamir et création du détachement logistique multifonctions. Crédit photo : EMA / armée de Terre

Sa visite intervient à un moment clé de la transition sécuritaire du pays. Mardi 18 juin, le gouvernement afghan a officiellement pris le contrôle de la sécurité du pays à la suite du transfert de responsabilité par la FIAS (ISAF) de la sécurité des derniers districts et provinces dont elle avait la charge. Il y a cinq jours, la France a transféré aux autorités afghanes le camp de Warehouse dont elle assurait le commandement depuis 2006. La manœuvre logistique de retrait est quasiment achevée, conformément à la planification : 90% des 1100 véhicules et 1600 conteneurs chargés de matériels français sont revenus d'Afghanistan.

L'opération Pamir comptera prochainement 500 militaires qui assureront la poursuite de l'engagement français jusqu'à la fin de la mission de la FIAS en 2014 à travers ces missions : le commandement de l'aéroport de Kaia, la formation au profit de l'Armée nationale afghane, le fonctionnement de l'hôpital médico-chirurgical à Kaboul, la participation aux fonctions d'état-major dans les structures de la FIAS et le commandement du laboratoire européen contre-IED (engins explosifs improvisés).

A l'occasion de leur entretien, Jean-Yves Le Drian assurera le président afghan, Hamid Karzaï, du soutien de la France au travers du Traité d'amitié franco-afghan, et notamment de la poursuite des efforts français de formation des forces de sécurité afghanes. Il s'adressera aux militaires français dont la présence continue en Afghanistan a contribué à l'éradication du sanctuaire terroriste international qui menaçait notre sécurité avant 2001.